

## Brochure n° 3140

### Conventions collectives

#### **PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE ET DÉPARTEMENTALE**

IDCC : 598. – **Ouvriers de la presse quotidienne régionale**

IDCC : 698. – **Employés de la presse quotidienne régionale**

IDCC : 1083. – **Ouvriers de la presse quotidienne départementale**

IDCC : 693. – **Employés de la presse quotidienne départementale**

## Brochure n° 3141

### Conventions collectives

#### **PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE**

IDCC : 1895. – **Encadrement**

#### **PRESSE DÉPARTEMENTALE**

IDCC : 781. – **Cadres administratifs**

IDCC : 1018. – **Cadres techniques**

#### **ACCORD DU 9 MAI 2007**

**RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES**

**NOR : ASET0751245M**

**IDCC : 598, 698, 1895**

Entre :

Le syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR),

D'une part, et

La FILPAC-CGT ;

L'UFICT-LC CGT ;

La F3C-CFDT ;

Le SPEP-CGC ;

La fédération du livre FO ;  
La fédération de la communication CFTC ;  
Le syndicat national des journalistes ;  
Le syndicat national des journalistes CGT ;  
L'USJ-CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

1. Un plan de salaire pour l'année 2007 est défini à hauteur de 1,6 % dont 0,3 % déjà perçu dans le cadre du plan salarial 2006.

2. L'augmentation globale de salaire de 1,6 % ainsi définie se répartit sur les paliers suivants :

- 1 % au 1<sup>er</sup> mai 2007 ;
- 0,6 % au 1<sup>er</sup> octobre 2007, dont 0,3 % déjà perçu.

3. En conséquence le SMPG sera porté à 1 391 € au 1<sup>er</sup> mai 2007 et à 1 395 € au 1<sup>er</sup> octobre 2007.

4. Si au 31 octobre 2007 l'écart entre l'indice INSEE tous ménages hors tabac et les augmentations cumulées de salaires intervenues depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 est égal ou supérieur à 0,2 %, un ajustement est prévu :

- en cas de dépassement des prix, en créant un palier au 1<sup>er</sup> décembre 2007 à due concurrence de cet écart ;
- en cas d'avance des salaires, en considérant à due concurrence l'écart constaté pour le plan salarial de 2008.

5. La prime forfaitaire de transport, pour les personnels concernés, demeure fixée à 30 € en 2007.

6. Le barème national minimum de piges, en cours de négociation, sera indexé sur les augmentations de salaires décidées au niveau de la branche.

Dans cette attente, pour 2007, les entreprises feront référence, au moment de la révision de leur barème minimum interne, aux augmentations ci-dessus.

7. Les parties se rencontreront au mois de janvier 2008 pour faire le bilan du présent accord.

Fait à Paris, le 9 mai 2007.

(Suivent les signatures.)